

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session

Rome, 21-22 avril 2004

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION

SUR LA VISITE DE TERRAIN EN INDONÉSIE

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION

Contexte

1. À l'invitation du Gouvernement indonésien, le Comité de l'évaluation a effectué une visite sur le terrain en Indonésie du 8 au 12 mars 2004. Ont participé à la visite sept membres du Comité, les représentants de l'Allemagne, du Brésil, du Cameroun, du Canada, de l'Indonésie, du Nigéria et de la Suisse ainsi que les Administrateurs pour l'Algérie, l'Égypte, le Mexique et le Mozambique.
2. Le principal objectif de cette visite sur le terrain était: a) de permettre au Comité de faire une tournée d'un certain nombre de projets appuyés par le FIDA dans le pays et d'avoir des discussions avec les parties prenantes, y compris les bénéficiaires; et b) de contribuer aux débats concernant l'évaluation du programme de pays pour l'Indonésie dans le contexte d'une table ronde nationale.

Visites sur le terrain

3. Le programme a commencé par des visites, les 8 et 9 mars, de deux projets réalisés avec l'appui du FIDA dans la province de l'est de Java: le projet générateur de revenus pour les agriculteurs marginaux et les paysans sans terre – Phase III (également connu sous le titre P4K III) et le programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (PIDRA). Le premier est un projet de microfinancement cofinancé avec la Banque asiatique de développement, tandis que le second est exclusivement financé par le FIDA et est l'un des 15 projets directement supervisés par le Fonds. Les deux projets sont actuellement en cours.
4. Pour les visites sur le terrain, les membres participant du Comité et du Conseil se sont scindés en quatre groupes pour éviter l'arrivée simultanée dans les villages sélectionnés d'un trop grand nombre de personnes. Les quatre groupes ont visité les deux projets et ont eu de longues discussions avec les bénéficiaires, le personnel des projets, les personnalités locales et les organisations non gouvernementales (ONG) participantes. Une réunion séparée a été organisée avec le *bupati* (gouverneur de district) du district de Pacitan, qui est l'un des districts couverts aussi bien par le projet P4K III que par le PIDRA. Chaque groupe était accompagné de fonctionnaires de la Division Asie et Pacifique du Fonds et de son Bureau de l'évaluation (OE). Un membre de la mission d'évaluation du programme de pays (EPP) du Fonds a participé à chaque groupe pour donner des éclaircissements et des informations supplémentaires dans la perspective de l'évaluation. Le Comité a hautement apprécié la façon dont avaient été organisées les visites sur le terrain et considère que, d'une façon générale, l'approche adoptée pourrait être un enseignement utile pour le FIDA et inspirer des activités semblables à l'avenir.
5. Les visites sur le terrain ont donné aux membres du Comité et du Conseil l'occasion de bien comprendre les possibilités qu'offrent mais aussi les difficultés auxquelles se heurtent les opérations du Fonds. Les membres du Comité se sont félicités de l'occasion qui leur avait été donnée de s'entretenir avec les groupes d'auto-assistance bénéficiaires au niveau des villages et de discuter des projets avec eux. Ces visites ont été particulièrement importantes dans la mesure où elles ont permis d'établir des contacts informels avec les ruraux pauvres eux-mêmes et avec les autres partenaires clés qui travaillent au niveau des communautés et qui hésitent parfois à formuler des critiques ou des exigences devant un groupe de visiteurs. La visite a également permis au Comité de mieux comprendre certaines des questions clés soulevées dans le rapport d'évaluation du programme de pays, comme la pérennité des groupes d'auto-assistance, la nécessité d'identifier des possibilités de commercialisation et l'importance d'une promotion de liens plus étroits avec les marchés pour faciliter une élévation des revenus.
6. Le 10 mars, après les visites sur le terrain, les agents du FIDA et des représentants de chaque liste se sont entretenus avec le Ministre de l'agriculture de l'Indonésie. À cette occasion, le Ministre a

mis en relief l'importance du rôle joué par le Fonds en Indonésie en contribuant à créer un capital social et des possibilités d'emploi dans les régions rurales. Entre autres points, le Ministre a souligné qu'il importait de collaborer étroitement avec les ruraux pauvres pour améliorer la productivité de leurs activités agricoles et non agricoles. Il a ajouté que le FIDA et les autres organismes d'aide au développement devraient allouer des investissements accrus aux activités agricoles étant donné que la plupart des pauvres qui vivent dans les régions rurales sont tributaires de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. En outre, il s'est dit préoccupé par le fait que les organismes internationaux d'aide au développement avaient depuis un certain temps réduit les ressources allouées à l'agriculture et au développement rural en général et qu'il fallait s'efforcer d'inverser cette tendance étant donné le rôle central que jouaient ces secteurs dans l'amélioration des moyens de subsistance des ruraux. Le Ministre a insisté sur le fait que le FIDA devait prendre l'initiative de concertations à divers niveaux, notamment au plan mondial, afin de réduire les subventions agricoles et de promouvoir une libéralisation accrue des échanges. Dans l'après-midi, le groupe s'est entretenu avec le frère du Sultan de Yogyakarta, qui est Gouverneur de la province de Yogyakarta.

Atelier de l'EPP

7. Les 11 et 12 mars, le Comité et les autres membres du Conseil ont participé à l'atelier de l'EPP organisé à Yogyakarta par le Gouvernement et OE. L'atelier a réuni le personnel des projets, un grand nombre de représentants du Gouvernement, des ONG, des universités et des instituts de recherche, de la Banque asiatique de développement, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes de développement ainsi que de la direction et des services du FIDA.

8. Pour faciliter la discussion lors de l'atelier, il a été établi un document de situation mettant en relief les principales préoccupations qui s'étaient dégagées de l'EPP. Ce document était axé sur trois thèmes: **la combinaison stratégique des opérations du FIDA; la concertation; et la gestion du portefeuille**. Chacun de ces thèmes a fait l'objet d'une discussion plus détaillée au sein de trois groupes de travail. Comme à l'accoutumée, des résumés des débats de chaque groupe de travail ont été présentés en séance plénière le dernier jour de l'atelier. La déclaration de clôture du Président de l'atelier de l'EPP (Ministre adjoint chargé de la coopération internationale du Ministère de l'agriculture) figure en annexe au présent rapport et résume les principales impressions que les parties prenantes ont retirées du processus et du rapport de l'EPP, tout en mettant l'accent sur les principales recommandations issues de l'atelier. Il y a lieu de noter que plusieurs de ces dernières pourraient être impliquées plus largement au niveau de l'ensemble du Fonds.

9. En résumé, l'atelier a été une étape clé dans l'exercice de l'EPP dans la mesure où il a offert une bonne occasion de discuter des principales conclusions et recommandations issues de l'évaluation avec un groupe plus large de parties prenantes. L'atelier a également débouché sur une vision commune de ce que devraient être les principales bases du prochain exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) que le Fonds élaborerait pour l'Indonésie en 2004. En outre, il a servi de base à l'élaboration de l'accord conclusif, qui constitue un outil important pour la mise en œuvre des décisions résultant de l'évaluation. La façon dont l'atelier avait été organisé et structuré était louable dans la mesure où il avait permis de procéder à un large échange de vues et d'identifier des conclusions clés dans les deux jours qui lui avaient été alloués.

Prochaines étapes de l'EPP

10. Le document final d'évaluation a été distribué à tous les participants à l'atelier de Yogyakarta. À cette occasion, OE a expliqué que les prochaines étapes qui doivent marquer l'achèvement de l'EPP seront les suivantes:

- L'accord conclusif sera rédigé et distribué aux principaux usagers de l'évaluation pour observations et sera finalisé d'ici à fin avril. L'accord conclusif résumera les

recommandations issues aussi bien de l'évaluation que de l'atelier de Yogyakarta et exposera dans leurs grandes lignes les mesures à adopter pour les mettre en œuvre. Il indiquera les partenaires avec lesquels il a été conclu.

- Le rapport d'évaluation, ainsi que l'accord conclusif, seront publiés (suivant la pratique usuelle) par le directeur d'OE, à la mi-mai 2004.
- Les documents concernant l'EPP pour l'Indonésie seront affichés dans la section du site Web du FIDA consacrée à l'évaluation. Le résumé de l'évaluation et de l'accord conclusif seront traduits en bahasa indonésien.

11. Le Comité de l'évaluation et les trois autres membres du Conseil qui ont participé à la visite tiennent à remercier chaleureusement le Gouvernement indonésien de l'attitude constructive et transparente qu'il a manifestée pendant toute l'évaluation. La position adoptée par le Gouvernement en ce qui concerne l'EPP est louable dans la mesure où il s'est montré disposé à tirer des enseignements aussi bien des résultats des projets réussis que de ceux qui l'avaient été moins et où il a ouvertement encouragé la discussion de questions délicates. Il y a également lieu de remercier tout spécialement le Gouvernement indonésien d'avoir généreusement assuré le transport de la mission et de s'être occupé de tous les autres aspects de l'organisation de la visite sur le terrain ainsi que d'avoir organisé les différentes activités culturelles qui ont rendu le séjour de la mission mémorable et lui ont permis d'apprécier la longue histoire et la culture de l'Indonésie.

12. Enfin, le Comité tient à exprimer ses sincères remerciements à OE pour tous les efforts qu'il a déployés afin d'organiser une visite et une table ronde aussi réussies en Indonésie. Ses efforts constitueront un modèle pour les futures visites sur le terrain.

DISCOURS DE CLÔTURE PRONONCÉ

PAR

**M. NATIGOR SIAGIAN, MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, AU NOM DU GOUVERNEMENT INDONÉSIE**

**Évaluation du programme de pays pour l'Indonésie Atelier-débat national
Yogyakarta, 11-12 mars 2004**

Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré de prononcer, au nom du Gouvernement indonésien, le discours de clôture de cet important atelier-débat national sur l'évaluation du programme de pays (EPP) organisé conjointement par l'Indonésie et le FIDA.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général du Ministère de l'agriculture hier en séance plénière, le but essentiel de cet atelier était d'examiner les points saillants de l'EPP et de jeter les bases de l'accord conclusif relatif à l'évaluation. Pour avoir présidé les débats une partie de la journée d'hier et aujourd'hui encore, je crois pouvoir dire que nous avons atteint notre objectif principal. Nous avons eu en séance plénière et dans les groupes de travail des échanges denses et constructifs qui nous donnent une base solide pour parachever l'EPP et pour amorcer l'élaboration du nouvel exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) pour l'Indonésie.

Permettez-moi de saisir cette occasion de vous dire combien j'ai été heureux de voir dans cette enceinte tant de représentants des divers partenaires qui œuvrent pour l'agriculture et le développement rural en Indonésie. Nous avons eu le privilège de compter parmi nous des interlocuteurs très divers - membres du Comité de l'évaluation et du Conseil d'administration du FIDA ainsi que cadres et autres membres du personnel, hauts fonctionnaires de plusieurs ministères indonésiens, représentants d'ONG, d'organismes des Nations Unies, d'institutions financières internationales, d'instituts de recherche et d'universités, responsables de projet, personnes ressources et autres participants. Le nombre d'institutions représentées ici témoigne de l'importance de cet atelier-débat et, comme l'a dit notre ministre de l'agriculture hier dans son discours liminaire, du rôle essentiel que joue le FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale et la faim. Les partenaires ont apporté une diversité de points de vue et de données d'expérience qui a enrichi les débats et les conclusions de l'atelier.

Le Gouvernement indonésien et les autres partenaires attachent la plus grande importance à l'EPP. Comme nous l'a indiqué le Bureau de l'évaluation du FIDA hier matin, le processus engagé au début de 2003 a donné lieu à toute une série d'activités. L'EPP nous a permis d'évaluer les résultats et l'impact des opérations du FIDA et de tirer les enseignements de nos réussites, mais aussi des projets qui n'ont pas donné les résultats escomptés. Je suis heureux que le Bureau de l'évaluation ait pu apporter des éclaircissements et des informations complémentaires lors d'entretiens individuels et dans le cadre de l'atelier sur la méthodologie et les résultats de l'EPP. Comme d'autres l'ont fait avant moi ce matin, je tiens à féliciter le Bureau de l'évaluation pour la haute tenue de son évaluation critique. Notre ministre a précédemment indiqué au FIDA que le Gouvernement indonésien souscrivait globalement aux conclusions et aux grands schémas d'orientation énoncés dans le rapport d'EPP. J'ajouterai que le document thématique de l'atelier avait été fort bien préparé, qu'il mettait en exergue les éléments saillants de l'évaluation et posait des questions pertinentes. Il a constitué un bon point de départ pour les discussions des trois groupes de travail.

Permettez-moi maintenant de revenir brièvement sur l'essentiel des débats et des recommandations issues des délibérations plénières et des groupes de travail d'hier après-midi. Je

traiterai successivement des trois thèmes de l'atelier, à savoir a) la combinaison stratégique des opérations du FIDA, b) la concertation, et c) la gestion du portefeuille de projets. Je n'essaierai pas de citer toutes les recommandations, car la liste est longue et mon temps est limité. Je me contenterai donc d'en signaler quelques-unes.

Sur la question de la combinaison stratégique des opérations du FIDA, les participants ont été d'avis que les partenaires de développement devaient rationaliser et coordonner la collecte et l'analyse des données sur le ciblage de la pauvreté, l'idée étant de réduire les ressources mobilisées par les différentes organisations pour faire plus ou moins les mêmes tâches et de créer à l'usage des différentes institutions une base de données uniformisée sur les analyses de la pauvreté. Monsieur le Ministre a souligné hier matin que la plupart des pauvres étaient des ruraux qui vivaient essentiellement de l'agriculture. Il a été noté à ce propos que le Gouvernement indonésien et le FIDA devaient tenir pleinement compte du rôle de l'agriculture dans la future stratégie pour l'Indonésie afin d'augmenter la productivité et par voie de conséquence les revenus. L'appui à la mobilisation communautaire, l'attention à la problématique hommes-femmes et la démarginalisation des ruraux pauvres ont été cités comme autant de dimensions importantes des activités du FIDA en Indonésie. Les participants ont souligné la nécessité de créer des articulations avec les marchés tout en encourageant l'activité non agricole et la microentreprise rurale dans une optique de viabilité à long terme. Ils ont par ailleurs préconisé des articulations synergiques et stratégiques entre les activités de prêt du Fonds et les initiatives ne relevant pas d'un prêt.

Sur le thème de la concertation, les participants ont conclu entre autres à la nécessité de recenser les changements d'orientation intervenus localement sous l'impulsion des opérations du FIDA et de faire connaître ceux qui peuvent être portés à des niveaux supérieurs au-delà de l'opération considérée. Ils ont estimé qu'il fallait continuer à favoriser le dialogue entre les acteurs nationaux sur les changements d'orientation produits par les projets bénéficiant de l'aide du FIDA. Ils ont été d'avis que le FIDA devait s'engager plus résolument dans les grandes instances de concertation sur la pauvreté rurale et le développement agricole en Indonésie. Le nouvel exposé des options et stratégies d'intervention pour l'Indonésie a été considéré comme une excellente occasion de dialogue avec le gouvernement et les autres acteurs nationaux, y compris la communauté des donateurs, mais il a été précisé que la concertation devait être traitée comme un projet en soi, mesurable en termes d'objectifs, de résultats, d'allocation des ressources et d'indicateurs de performance.

Le troisième thème, celui de la gestion du portefeuille, a donné lieu lui aussi à des discussions intéressantes. Sur la question des partenariats renforcés afin d'améliorer la performance du portefeuille, les participants ont estimé que les partenariats Gouvernement indonésien-ONG devaient être plus équitables au niveau des projets, et que le rôle et les modalités d'intervention des ONG devaient être mieux définis. Au sujet de la qualité de la conception des projets, ils ont préconisé un ciblage géographique plus resserré et une meilleure intégration entre les diverses activités. La supervision des projets a été citée comme un autre point à améliorer. La nécessité d'instituer d'emblée des mesures anticorruption préventives dans tous les projets et programmes exécutés avec le concours du FIDA a été soulignée. Il conviendrait entre autres de renforcer le rôle de surveillance des ONG, de durcir les directives du FIDA en matière d'achats et d'audit et de confier autant que possible l'exécution aux collectivités locales. Dernier point et non des moindres, les participants ont demandé des efforts redoublés pour améliorer les systèmes de suivi et évaluation et en particulier pour conduire les enquêtes initiales qui faciliteront par la suite l'évaluation de l'impact.

D'autres recommandations importantes méritent d'être signalées. Je citerai par exemple celles qui mettent en exergue la nécessité de traiter de toute urgence la question de la durabilité ou encore d'instaurer des partenariats équitables entre le gouvernement et les ONG. Les participants ont également demandé que les avantages comparatifs du FIDA soient clairement définis, de même que les complémentarités du Fonds avec les autres institutions financières internationales. La nécessité d'intégrer les activités de développement au niveau des projets a été un autre point souligné, tout

comme l'utilité de faire appel à la National Development Planning Agency et aux autres institutions gouvernementales compétentes pour appuyer le FIDA dans son effort de concertation. Enfin, certains participants ont estimé que les opérations du FIDA devaient être mieux articulées avec les systèmes de recherche agricole en Indonésie.

J'aimerais pour terminer rendre un certain nombre d'hommages mérités. Je remercie tout d'abord le Bureau de l'évaluation du FIDA et le secrétariat de l'EPP de mon ministère d'avoir organisé cet atelier et les visites sur le terrain que nous avons faites plus tôt dans la semaine. C'est leur excellent travail qui a assuré le bon déroulement de nos débats. Je tiens également à exprimer toute ma gratitude au personnel des projets ainsi qu'à celles et ceux qui ont collaboré à l'organisation des visites sur le terrain. Je remercie enfin les personnalités qui ont présidé les débats des trois groupes de travail hier, les rapporteurs qui ont présenté les conclusions en séance plénière et l'animateur principal de l'atelier sur l'EPP.

Permettez-moi pour conclure de vous remercier toutes et tous de votre présence; j'espère que vous garderez un excellent souvenir de cet atelier, de Yogyakarta et de vos rencontres avec tant de collègues et d'amis.

Sur ce, je vous souhaite un bon voyage vers votre lieu de destination et je déclare clos cet atelier-débat national sur l'EPP.